

hebdomadaire

n° 3014 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE

Ouvrière

LE SOCIAL AAASSOMMÉ?

TVA sociale, compétitivité-emploi et temps de travail... pour satisfaire les agences de notation ou mesures sociales d'urgence pour combattre le chômage? FO ira au sommet avec des revendications précises sur l'emploi (lire page 3 et l'éditorial page 4).

AGIR événements

Au-delà du cas Pétroplus, le secteur du raffinage en Europe est confronté au désengagement des grands groupes pétroliers.

Lire page 5

La proposition de loi Warsmann, qui donne à l'employeur le pouvoir de modifier unilatéralement la durée du travail, a été rejetée par le Sénat.

Lire page 5

De plus en plus de fonctionnaires sont contraints de cumuler leur emploi avec une activité dans le secteur privé.

Lire page 7

Après le succès du 15 décembre dernier, FO propose de faire du **31 janvier une nouvelle journée de grève** dans l'Éducation nationale, pour protester contre les suppressions de postes et la réforme de l'évaluation.

Lire page 8

UN PROBLÈME SÉRIEUX DE DÉMOCRATIE

Lire l'éditorial page 4

SAVOIR pratique

SMIC, inflation, indice des loyers, minimum de traitement dans la fonction publique... tous les chiffres utiles récemment mis à jour.

Lire page 14

DOSSIER en pages centrales

Les principaux éditeurs français viennent de conclure un accord avec Amazon, Google et Apple pour diffuser des livres numériques.

Un revirement qui inquiète les libraires.

MONTRER reportage

Il y a six ans, le gouvernement privatisait les sociétés d'autoroutes au profit des géants du BTP. Une braderie qui n'aura profité ni au contribuable, ni à l'utilisateur et ni aux salariés concernés.

Lire pages 17 à 20



Photo: FO Hebdo/G. Ducrot



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

UN PROBLÈME SÉRIEUX DE DÉMOCRATIE

Une agence de notation américaine (Standard and Poor's) vient de déclasser différents pays dont la France. Cela fait la une des médias, en France notamment, avec parfois des émissions spéciales.

Il suffit de prendre quelques mètres de recul pour mesurer le caractère quelque peu délirant de la situation. Un Premier ministre et un ministre de l'Économie et des Finances qui interviennent au

journal de 20 heures, ou tenant un point de presse. Une opposition accordant aussi à l'annonce un caractère évènementiel.

Certes, tout cela se situe en pleine campagne électorale pour les élections présidentielles et le président de la République avait lui-même fait de la conservation du triple A l'alpha et l'oméga de la politique économique en France.

Conserver le «AAA» et satisfaire les attentes des marchés financiers avaient notamment conduit aux réductions fiscales et à la contre-réforme des retraites!

En fait, deux types de problèmes importants se posent :

1. Est-il normal que de telles agences (elles sont au nombre de trois) se voient accorder un tel poids? Ce sont pourtant elles qui notaient AAA les *subprimes* ou qui, pour l'une d'entre elles, s'était plantée et avait ainsi favorisé l'arrivée au pouvoir des colonels en Grèce.

En la matière, c'est leur rôle et leur poids qu'il faut remettre en cause et c'est de la responsabilité des gouvernements. Or, quatre ans après le début de la crise, rien n'a changé. Ne pas le faire c'est accepter que les intervenants sur les marchés financiers exercent une tutelle sur les États et que les gouvernements en dépendent. Ce qui pose un problème sérieux de démocratie.

N'oublions jamais, non plus, que les marchés financiers sont schizophrènes, ainsi ils réclament des réformes structurelles (ex.: retraite, marché du travail) tout en s'inquiétant de l'austérité.

2. La première leçon qu'il faut en tirer, c'est qu'à se soumettre aux attentes des marchés et de leur baromètre (les agences de notation) on en devient leurs séides.

La seconde, c'est qu'il ne fallait pas, sur le plan européen, suivre le dogmatisme monétaire économique allemand, mais plutôt tout mettre en œuvre, en tapant du poing sur la table, pour que la Banque centrale européenne rachète massivement les dettes publiques, comme son homologue américaine.

Cela aurait eu le mérite de calmer le jeu pour entreprendre une réelle réorientation de la construction européenne.

N'oublions pas non plus – et ce n'est pas un hasard – qu'il y a des tensions financières entre l'Europe et les États-Unis.

Tout ce qui fragilise l'Europe renforce, à court terme, les États-Unis, les uns et les autres étant à la recherche des mêmes prêteurs.

Nous verrons dans les jours à venir, et notamment au «sommet social» du 18 janvier, ce que feront le gouvernement et le président de la République.

Si l'objectif était d'utiliser ce sommet pour satisfaire les marchés financiers, avec notamment la TVA sociale et les «accords» compétitivité-emploi, ce n'est plus la peine vu que le triple A est tombé avant le sommet!

Sortir de l'austérité en France comme ailleurs et exiger de l'Europe une dynamique de croissance, d'investissement et de progrès social, telle est aujourd'hui l'ardente obligation.

Le triple A au placard;

l'austérité au rancart;

et la croissance en étendard.

S O M M A I R E

AGIR

Page 3

Chômage: FO va à l'Élysée avec quinze propositions.
Négociation: Chômage partiel: «Un bon accord d'étape» qui préserve les droits des salariés.

Page 4

Un problème sérieux de démocratie, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Les déboires de Petroplus: Raffinage: une filière stratégique aux mains de la finance.
Droit du travail: Le Sénat rejette la proposition de loi Warsmann.

Page 6

Licenciements: Semi-victoire pour les Proma.
Restructuration: Croix-Rouge: les syndicats à la rescousse des emplois.

Page 7

Niveau de vie: Les fonctionnaires contraints aux petits boulots.
Projet de loi: Fonction publique: l'accord sur l'emploi précaire dévoyé.

Page 8

Action sociale: Les labos parisiens se font du mauvais sang.
Éducation nationale: La Fédération FO de l'Enseignement appelle à la grève le 31 janvier.

Page 9

Congrès UD:
Social: la situation reste difficile en Guadeloupe.

SAVOIR

Page 13

Les droits: Le RSS ne peut pas être RS au CE!
Consommation:
La concurrence fait-elle autorité?

Page 14

Le chiffre de la semaine.
Les chiffres utiles.
Les allocations chômage.

RESPIRER

Page 15

Les acquis fondamentaux de la démocratie sociale.
Parution > La rédaction vous signale.
Voix de presse: AAA perdu: triple peine en vue?

Page 16

Une sélection de livres.
À lire et à écouter:
Juliette Gréco sur tous les ponts.

MONTRER

Pages 17 à 20

Routes et autoroutes:
Le virage dangereux de la privatisation.

DOCUMENT

Pages 10 et 11

Le livre en France:
en infériorité numérique?

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schisselé (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 1^{er} trim. 2012
Commission paritaire : 0911S05818